

Nationalismes : le débat des historiens belges

Que nous dit l'écriture de l'histoire belge sur l'évolution du nationalisme en Flandre et en Belgique francophone ? Qu'ils soient de Flandre ou de Wallonie ou de Communauté française, les historiens sont, eux aussi, partagés entre des visions différentes de la construction des identités nationales. Certes, ils s'accordent, au-delà de la frontière linguistique, sur l'existence d'une identité belge dont sont issues les identités flamande et wallonne. Cependant, à l'instar des représentants politiques, leurs points de vue divergent sur les éléments constitutifs des constructions identitaires et politiques.

GENEVIÈVE WARLAND

La crise politique belge de l'année 2007, marquée par l'extrême difficulté des partis à se mettre d'accord pour former un gouvernement, est-elle un des révélateurs du mouvement lent de dissociation culturelle et politique entre le Nord et le Sud du pays ? Comme le souligne Lode Wils, « en Belgique, comme ailleurs dans le monde occidental, se manifeste la crise d'identité du décroissement. Nombre de structures, de cohésions et d'antagonismes, tant politiques que sociaux et philosophiques, issus du XIX^e siècle ou de la Révolution française, ont perdu beaucoup de leur importance depuis les années soixante et surtout depuis les années quatre-vingt. En même temps, la conscience nationale belge (comme la canadienne, la britannique...) qui était l'émanation et le couronnement de ces structures, de ces cohésions et de ces antagonismes, s'est considérablement affaiblie. Elle a été remplacée partiellement par les sentiments nationaux flamand et wallon (québécois, écossais...) » (Wils, 1996). Où conduit le processus décrit par cet historien, professeur émérite de la Katholieke Universiteit Leuven ? Quel crédit accorder à ces sentiments « nationaux », auxquels s'ajoute aujourd'hui une conscience d'appartenance bruxelloise ? Le but de cet article est de proposer un bref panorama des évolutions identitaires telles qu'elles sont perçues par les historiens belges francophones et néerlandophones.

LA COMMUNAUTÉ DES HISTORIENS BELGES FRANCOPHONES ET NÉERLANDOPHONES

Il n'est pas inutile de signaler que les historiens belges contemporains entretiennent des liens, plus ou moins étroits, à titre individuel, mais aussi au sein d'associations et d'institutions communes où le travail de connaissance du passé belge est réalisé conjointement. Tels la *Revue belge d'histoire contemporaine*, l'Association des historiens contemporains ou encore le Centre d'études des guerres et des sociétés contemporaines (Ceges/Soma). Par ailleurs, le cent septante-cinquième anniversaire de l'existence de la Belgique a réuni des historiens des deux parties du pays dans une entreprise commune d'écriture globale de l'histoire de la Belgique depuis l'indépendance, publiée dans les deux langues nationales : la *Nouvelle Histoire de Belgique/Nieuwe Geschiedenis van België* (2005-2007).

Cela étant, les cultures intellectuelles des historiens flamands et francophones se différencient : alors que les premiers se tournent vers le monde anglo-saxon pour y puiser leurs références théoriques et points de comparaison, les seconds restent davantage influencés par la production historiographique française. De plus, la recherche sur les mouvements nationaux est beaucoup plus active en Flandre que dans la partie francophone du pays (Kesteloot, 2004). Outre les universités, elle est animée par des organes de recherche comme le Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams-nationalisme (ADVN) et la revue *Wetenschappelijke Tijdingen op het gebied van de geschiedenis van de Vlaamse beweging*. Bien plus nombreux y sont les publications de sources, les instruments bibliographiques et la littérature scientifique sur le mouvement flamand, ses formes, ses composantes, ses acteurs principaux.

Une telle situation ne vaut pas pour l'étude du mouvement wallon. Ce dernier possède certes un lieu propre de recherches, l'Institut Jules Destrée, mais celui-ci sert également à former les cadres wallons. Pour illustrer une telle asymétrie, la comparaison entre l'*Encyclopédie du mouvement wallon* (2000-2001) et la *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse beweging* (1998) est éloquent : la première retient comme entrée pour ses notices essentiellement des noms de personnes ou de réalités sociales et politiques de même que quelques notions historiques (comme « résistance »), tandis que la seconde y adjoint des articles plus conceptuels tels que *Natievorming*, *De Vlaamse beweging vanuit internationaal-comparatief perspectief*, *De naties in België anno 2000: concepten en perspectieven*, qui ne s'appliquent pas au seul cas flamand, mais intègrent la comparaison avec le mouvement wallon et d'autres mouvements nationaux en Europe.

Comment expliquer la longueur d'avance prise par les historiens flamands dans l'étude des mouvements nationaux ? Par le fait que ces derniers sont plus nombreux que les historiens francophones ? Par la naissance plus tardive du mouvement wallon ? Par la préférence des historiens francophones pour un cadre national d'étude de l'histoire ? Plutôt que de chercher à répondre à ces questions, je montrerai quelques positions illustrant les voies sur lesquelles chaque communauté historique avance.

L'HISTORIOGRAPHIE ET L'IDENTITÉ COLLECTIVE

Une constante se dégage de la formation d'une identité politique et culturelle, en Belgique comme dans d'autres pays : l'établissement de nouveaux cadres institutionnels — État, Régions ou Communautés — produit le souci de légitimer ce cadre par la création d'un sentiment d'appartenance. Ce souci motive l'institution au-delà des clivages idéologiques traditionnels entre catholiques, libéraux et socialistes, qui ont façonné le paysage politique belge contemporain. Il prend la forme d'un « nationalisme banal », peu exigeant mais manifeste, ponctuant le quotidien de rites réguliers. Les symboles en sont drapeaux, insignes, fêtes et hymnes. Loin d'être anodin, ce choix révèle un lien au type de passé que l'on souhaite mettre en avant.

Ainsi, la Communauté française de Belgique commémore, par sa fête du 27 septembre, ces journées de la Révolution pour l'indépendance nationale, où le soulèvement de la population de Bruxelles a reçu le renfort de citoyens de Wallonie. Ainsi, la Communauté flamande a choisi le 11 juillet, jour anniversaire de la Bataille des éperons d'or en 1302 consacrant la victoire des paysans flamands contre les chevaliers français. Le financement de travaux d'artistes et de projets culturels, représentatifs de la culture communautaire, participe de la même volonté de légitimation.

La réécriture de l'histoire, tâche que les historiens professionnels assument volontiers, rejoint cet objectif. Celui qui a ouvert la voie, au moyen d'une histoire rompue aux méthodes scientifiques, est Henri Pirenne avec *l'Histoire de Belgique* (7 volumes, 1900-1932). Dès les années trente, sa vision unitariste a été contestée par d'autres perspectives sur le passé belge. Les uns s'insurgeaient contre la mise en évidence de traits de la civilisation belge, urbaine et cosmopolite, par trop empruntés aux provinces de Flandre et de Brabant ; les autres critiquaient son attitude de fransquillon, défendant le maintien du français en Flandre. Ont alors paru des histoires alternatives : celles de Léon-Ernest Halkin, *La Wallonie devant l'histoire* (1939) et de Robert Van Roosbroeck, *Geschiedenis van Vlaanderen* (1936), conduites par des reconstructions téléologiques, aux accents nationalistes pour le second. Un genre historiographique nouveau s'implantait à côté de l'histoire nationale, celui des histoires régionales ou sous-nationales, dont l'essor allait se confirmer avec la fédéralisation de l'État belge à partir des années septante. Comme exemple d'œuvres collectives, on peut citer *La Wallonie, le pays et les hommes* (1975-1981) et *Twintig eeuwen Vlaanderen* (1972-1979). Le lien entre histoire et politique est clairement établi, la seconde fournissant le cadre territorial de la première. Toutefois, l'histoire ne se transforme pas *de facto* en idéologie, car la plupart de ces entreprises se limitent à comprendre les conditions des changements et ne cherchent pas à influencer les développements futurs.

Appréhender les différences d'interprétation entre les historiens du Nord et du Sud du pays s'opère par une lecture des ouvrages de synthèse sur l'histoire de la Flandre et de la Wallonie. Cela implique également que l'on se tourne vers les histoires du mouvement flamand et du mouvement wallon. En effet, les questions identitaires belges sont la résultante de ces mouvements qui ont

canalisé les opinions publiques et les ont transformées en forces politiques : en Flandre, les associations culturelles comme le Davidsfonds, le Willemsfonds et le Vermeylefonds, le Meetingpartij, le Mouvement ouvrier chrétien, etc. ; en Wallonie, la Ligue wallonne, le Mouvement populaire wallon, etc. ; enfin, les partis politiques qui ont engrangé des succès électoraux dans les années soixante et septante : la Volksunie, le Rassemblement wallon et le Front démocratique des francophones à Bruxelles.

La problématique communautaire — par référence aux Communautés flamande et française — recouvre les enjeux linguistiques. Elle est intimement liée à la question de l'identité (collective ou politique), terme en vogue dans le monde francophone, mais aussi dans le monde anglo-saxon. Ce terme reprend les traits désignés par les dénominations plus anciennes que sont la conscience nationale ou le sentiment national.

ACCORDS ENTRE LES HISTORIENS CONTEMPORAINS

De façon générale, les historiens se rejoignent sur les aspects suivants : les identités politiques sont des représentations sociales construites et non des produits « naturels », issus spontanément de l'histoire. Elles n'ont pas de caractère monolithique, mais elles forment un faisceau comportant des degrés divers d'affiliation¹. Enfin, elles évoluent et se transforment à travers l'histoire, selon les contextes politiques, économiques et sociaux particuliers, sans constituer un enchaînement linéaire, mû par une finalité prédéterminée.

Plusieurs historiens (en majorité flamands) appliquent à la Belgique le schéma de développement des petites nations, établi par l'historien tchèque, Miroslav Hroch. Trois phases sont distinguées. La phase A est celle de l'intérêt porté par des intellectuels à l'histoire, la langue et les traditions d'un groupe ethnoculturel opprimé. La phase B est marquée par les revendications politiques et sociales en faveur de ce groupe minoritaire, posées par certains agitateurs : c'est le moment de fermentation de la conscience nationale. La phase C voit ces revendications soutenues par une masse de plus en plus importante d'adhérents : la conscience nationale du groupe minoritaire s'affirme. Ces phases permettent d'expliquer l'apparition de la « sous-nation » flamande et de la « sous-nation » wallonne, à près d'un siècle d'écart.

LA NATION BELGE N'EST PAS UNE CRÉATION DIPLOMATIQUE

L'État belge n'est pas la simple résultante de la diplomatie du XIX^e siècle, conséquence éloignée du Congrès de Vienne qui avait cherché à constituer un État-tampon contre la France en rattachant ce qui allait devenir la Belgique

¹ Le mouvement wallon a de multiples visages : selon le contexte historique, il a été régionaliste, fédéraliste, indépendantiste et rattachiste, certaines options rencontrant une large participation et d'autres étant franchement minoritaires. De même, le mouvement flamand a présenté des facettes diverses, de l'unitarisme au séparatisme, d'une version démocratique majoritaire à une version nationaliste, voire fasciste, minoritaire.

au Royaume des Pays-Bas. Au contraire, dans une période que les historiens appellent « protonationale », marquée par les idées des Lumières sur la souveraineté du peuple et la formation d'un espace public au cours du XVIII^e siècle, la conscience d'appartenir à un ensemble politique territorialement délimité (appelé Belgique) gagnait progressivement toutes les couches de la population. Ce sentiment d'unité, associé à la défense des libertés « nationales » qui touchaient tant les droits des provinces et des villes que l'usage des langues et les croyances religieuses, s'est révélé dans les révolutions de 1787 à 1790 contre les réformes de Joseph II, mais aussi dans la Révolution d'indépendance de 1830 contre Guillaume d'Orange. Le patriotisme national n'était, à l'époque, pas linguistiquement marqué. Il embrassait tant les élites qui parlaient français que la population s'exprimant dans les divers dialectes flamands ou wallons. C'est à cette époque aussi qu'apparaît dans les milieux cultivés la volonté de proposer une version unifiée des dialectes flamands et d'en favoriser l'usage. D'après Lode Wils, on se trouve dans la phase A du développement du nationalisme flamand.

LES IDENTITÉS FLAMANDE ET WALLONNE SONT LES SOUS-PRODUITS DE L'IDENTITÉ BELGE

Une conscience nationale a donc présidé à la création de l'État belge. Ce dernier, promouvant la peinture nationale, la littérature nationale et la recherche historique, a renforcé le sentiment d'appartenance nationale, par les voies classiques de l'armée et de l'école. C'est sur fond de cette identité que les formes régionales, flamande et wallonne, ont émergé. Dès lors, ces lieux de formation d'une nouvelle identification politique sont les sous-produits de l'identité belge. Il n'y a donc pas d'identité flamande ni d'identité wallonne préexistant à la création de l'État belge.

Étant donné que l'État belge avait consacré le français comme seule langue officielle, un nationalisme linguistique flamand a rapidement vu le jour. Ses principales revendications se retrouvent dans le *Manifeste du mouvement flamand* de 1847, rédigé par Henri Conscience et F. A. Snellaert. Le cadre de la Belgique indépendante signale l'entrée dans la phase B du mouvement flamand luttant pour l'acquisition des droits linguistiques. Ces droits sont progressivement octroyés dans les années 1870-80 dans la justice, l'administration et l'enseignement. Et, en 1898, le flamand est reconnu langue nationale au même titre que le français. À cette époque, aucun sentiment antibelge n'anime le mouvement flamand qui souhaite voir le bilinguisme, autrement dit la parité du flamand avec le français, s'installer sur tout le territoire.

Face à ces prétentions s'élève une réaction wallonne, craignant pour la position du français en Flandre et à Bruxelles. La capitale est le berceau du mouvement wallon : la Société de propagande wallonne y est fondée en 1888. Les origines du mouvement wallon sont plus ambiguës que celles du mouvement flamand. En effet, elles comprennent tant la défense du français que l'affirmation d'une identité wallonne distincte de celle de Bruxelles. La conscience d'une communauté de destin dans les bassins industriels de Sambre et Meuse,

manifestée par les grèves ouvrières de 1886, est perçue comme un moment clé du mouvement d'affirmation politique en Wallonie. Aussi les dernières décennies du XIX^e siècle voient-elles la naissance d'une conscience wallonne, centrée sur un territoire et une culture propre. C'est la phase A du mouvement wallon, qui débouche rapidement sur la phase B, avec la création du Congrès wallon en 1905 et celle de l'Assemblée wallonne en 1912.

Par ses conséquences politiques et sociales, la première guerre mondiale marque un tournant dans les rapports entre Flamands et francophones. L'octroi du suffrage universel en 1919 permet au mouvement flamand d'entrer dans sa phase C : la marche pour la reconnaissance de l'usage du flamand dans tous les secteurs devient la préoccupation de tous. En outre, la répression sévère de l'activisme flamand contribue à augmenter les frustrations flamandes face à l'hégémonie linguistique francophone. Le combat, entamé avant la guerre, en faveur de la flamandisation de l'université de Gand, aboutit en 1930. Il est plus que symbolique, car il actionne le levier de la formation d'une élite parlant uniquement flamand.

LE FÉDÉRALISME, UNE IDÉE LANÇÉE PAR LES WALLONS

L'option du fédéralisme est d'abord une exigence wallonne avant d'être une exigence flamande. Elle vient du refus du bilinguisme par les francophones et les Wallons. Dès 1898, le libéral Julien Delaite, fondateur de la Ligue wallonne de Liège, plaide la « séparation administrative » par crainte du bilinguisme étendu à l'ensemble du pays. Cette idée est reprise par le socialiste Jules Destrée qui, dans sa Lettre au Roi en 1912, demande l'autonomie pour les peuples flamand et wallon, sans rejeter pour autant l'idée d'union nationale.

Quant à la législation linguistique de 1932, qui répond aux demandes du mouvement flamand (modéré)², il ne faut pas perdre de vue que c'est en raison du veto wallon à l'option du bilinguisme généralisé (principe de la personnalité) que l'option de l'unilinguisme en Flandre et en Wallonie (principe de la territorialité) a été retenue³.

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est à nouveau la Wallonie qui demande le fédéralisme. Devenue une minorité démographique, économique et politique, elle craint pour sa survie face à la menace de l'« État-CVP » ou « État belgo-flamand ». Dans les années soixante, la Wallonie entre dans la phase C de Hroch : les grèves de l'hiver 60-61 révèlent un nationalisme wallon indépendant de Bruxelles. Une conscience wallonne s'affirme, non plus seulement pour la défense du français, mais aussi pour celle de ses intérêts économiques.

2. La première guerre mondiale donne naissance à deux mouvements flamands. Le premier, celui des minimalistes (qui est le courant majoritaire) lutte pour une législation linguistique, en faveur de la Flandre, dans le cadre de l'État belge. Le second, celui des maximalistes, souhaite la création d'un État flamand. Antibelge et antidémocratique, il prône un nationalisme de séparation : il s'agit du Frontpartij, dont sont issus les partis du Verdinaso et du Vlaams Nationaal Verbond.

3. Le bilinguisme est réservé à l'administration centrale et à Bruxelles comme capitale du pays.

La solution d'autonomie politique avec la création des Communautés et des Régions dans les années septante est censée permettre, à la Wallonie, de prendre elle-même les décisions nécessaires pour contenir son déclin économique et, à la Flandre, de gérer son nouveau pouvoir économique.

LE FÉDÉRALISME, UNE AUBAINE POUR LA FLANDRE

L'essor économique de la Flandre à partir des années cinquante conforte la bourgeoisie flamande naissante dans la nécessité de suivre la voie du fédéralisme. Comme l'activisme flamand en 1918, la collaboration nationaliste flamande pendant la Deuxième Guerre mondiale a été sévèrement réprimée. De plus, la résolution de la Question royale par l'abdication de Léopold III, a donné l'impression à la Flandre que, bien que minoritaire, la position wallonne a prévalu. Les frustrations accumulées en Flandre provoquent l'émergence d'un nouveau type de nationalisme politique. Celui-ci ne se conçoit plus à l'intérieur de l'identité belge, mais se fonde sur l'autonomie de la culture flamande par rapport à la culture belge. Les efforts du mouvement flamand, relayés par les institutions flamandes, poursuivent l'entreprise d'unification et de standardisation de la langue flamande ainsi que la lutte contre l'oppression linguistique par le français.

Si aujourd'hui les Flamands sont les champions du fédéralisme, les Wallons en ont été les premiers chantres. Mais après la Deuxième Guerre mondiale, le rapport de force économique s'est inversé au détriment de la Wallonie, tandis que poursuivant son affirmation linguistique et culturelle, la Flandre s'est engagée sur la voie d'un développement autonome que la Wallonie n'a jamais revendiqué avec la même force. Une telle combinaison entre le culturel et l'économique présente un danger pour toute unité nationale, comme le formule la thèse du sociologue américain, D. W. Urwin, sur laquelle s'appuient plusieurs historiens flamands (Vos et Wils, par exemple).

L'IDENTITÉ POLITIQUE ET L'EFFRITEMENT DES CADRES DE L'ÉTAT-NATION

Le transfert vers des lieux d'appartenance régionaux ou transnationaux est un phénomène qui trouve son origine dans les changements structurels des sociétés occidentales. Le modèle national d'intégration, qui reposait sur la création d'une culture homogène, est remplacé par des référents sociaux, culturels et religieux divers. Tant en Flandre qu'en Wallonie, la nouvelle géographie économique de l'Europe des régions accompagne un nationalisme ou un régionalisme, qui n'apparaît toutefois pas incompatible avec le maintien du cadre national (Destatte, Demoulin et Kupper, Van Velthoven).

Que l'identité culturelle et politique flamande soit actuellement plus forte que la wallonne tient principalement à deux facteurs historiques: d'une part,

l'identité wallonne a été couplée à l'identité belge francophone jusque dans les années soixante; d'autre part, l'identité flamande a dû, dès le XIX^e siècle, s'insurger contre cette dernière pour sa reconnaissance culturelle et politique. C'est ce qui explique que l'identité flamande apparaisse plus aut centrée que l'identité wallonne.

VUES DIVERGENTES SUR LE PROCESSUS D'ÉVOLUTION DES IDENTITÉS

Du côté des historiens du mouvement flamand, le processus de renforcement des identités sous-nationales est présenté comme une évolution continue: la conscience de soi devient première et a tendance à nier les autres formes identitaires. La Flandre qui s'« émancipe » a pu connaître des moments de reflux (principalement après les deux guerres), mais elle répond à une logique intrinsèque: qu'il y ait (eu) une identité belge n'empêche pas la possibilité de sa disparition et de son remplacement par une identité flamande (et aussi une identité wallonne).

Pour ces historiens, l'identité est fondamentalement un phénomène en mouvement. Qui plus est, la création des entités régionales et communautaires flamande, française et wallonne, cultivant un sentiment d'appartenance à leur niveau, a creusé la distance culturelle et mentale entre les Belges. Elle se traduit par un authentique nationalisme en Flandre: « Le fédéralisme a entraîné la création d'un État-nation flamand. Bien que cet État existe toujours sous l'égide de la Belgique, il tend à renforcer systématiquement la loyauté de ses citoyens envers la nation flamande » (Vos, 1998).

Du côté des historiens francophones, la présentation du processus de « régionalisation » — qui est le terme utilisé de préférence — adopte un caractère moins fataliste. Ils affirment que plusieurs formes d'identité — nationale, régionale et supranationale — peuvent coexister. Car elles ne sont ni exclusives ni antagonistes. Cela répond à l'idée d'un cosmopolitisme francophone et wallon — au sens kantien du terme — dont la finalité se trouve dans le respect d'un État fédéral belge au sein d'une Europe des nations et des régions. Aussi ces historiens reconnaissent-ils « [...] la transformation de la Belgique unitaire en État fédéral (1993), au sein duquel la Wallonie, tout comme la Flandre de son côté, aura désormais un rôle propre et original à jouer, sans pouvoir renoncer pour autant à ses liens structurels avec l'État fédéral, la Belgique demeurant une réalité » (Demoulin et Kupper, 2004).

(SOUS)-NATIONALISME FLAMAND CONTRE POSTNATIONALISME WALLON ?

Sur le plan lexical, les uns parlent de (sous-)nations, les autres parlent de régions, les uns évoquent la communauté sociale, les autres la citoyenneté. En réalité, ces différences entre historiens flamands et francophones viennent du fait qu'ils n'utilisent pas les mêmes cadres théoriques pour appréhender l'histoire de l'identité flamande ou wallonne. Les historiens flamands recourent à un concept anglo-saxon, plus formel de nationalisme, hérité de la sociologie (notamment de l'Américain K. W. Deutsch). Le nationalisme y est défini par un degré élevé d'intégration communautaire résultant d'un réseau de relations sociales. Les historiens francophones raisonnent, quant à eux, à partir de la distinction, héritée de Renan, entre nation civique et nation ethnique. Ils se basent sur une conception « substantialiste » de la nation, reposant sur des valeurs : politiques pour la nation civique (liberté et volonté de vivre ensemble) et culturelles pour la nation ethnique (histoire, culture et langue).

De l'application de ces outils conceptuels ressortent deux visions contraires des sous-nationalismes en Belgique, l'une affirmant leur identité de structure, l'autre montrant leurs différences de valeurs.

Les historiens flamands établissent un parallélisme entre les identités flamande et francophone-wallonne. Dans les deux cas, l'existence des Communautés et des Régions offre les cadres favorables à la formation d'un sentiment collectif d'identité par la promotion de réseaux économiques et sociaux et par l'importance accordée à l'histoire et au sol natal. La distinction entre nation civique et nation ethnique leur apparaît, en effet, dépassée. Malgré son décalage temporel par rapport à la Flandre, les historiens flamands voient la Wallonie inscrite aujourd'hui dans un processus de formation nationale (Van Velthoven, Vos, Wils).

À l'inverse, les historiens francophones insistent sur la dissymétrie entre la Flandre et la Wallonie, cautionnant la distinction entre un nationalisme ethnique flamand et un patriotisme civique belge ou un régionalisme wallon (Van Ginderachter, 2004). La nation reste un concept problématique pour les historiens du mouvement wallon, qui lui préfèrent les notions d'« espace » ou de « pays » (Destatte, Hasquin). Dans une approche républicaine de l'identité nationale (rejoignant la perspective postnationale du philosophe allemand, Jürgen Habermas), Destatte en appelle même à la dissociation entre la citoyenneté et la nationalité : ce qui compte pour le lien politique est l'adhésion à une constitution et la poursuite d'intérêts communs, et non l'origine ethnique et l'héritage culturel. En ce sens, la Belgique peut incarner les valeurs du « patriotisme constitutionnel » habermassien, rempart contre toute forme de nationalisme extrême.

CONCLUSION

La représentation historiographique entre-t-elle en écho avec les images véhiculées par les discours politiques? Ce qui précède montre que les historiens s'accordent sur le fait qu'il existe une identité belge et que celle-ci est en voie de dépassement par les nouvelles identités communautaires. Mais le mode sur lequel ce dépassement s'opère les divise: les historiens flamands reconnaissent la similarité dans la façon dont les identités flamande et wallonne se constituent et y décèlent un processus allant vers l'autonomie croissante de chaque entité, fondée sur un nationalisme propre; les historiens francophones, s'ils ne nient pas cette évolution, soulignent les différences de contenu dans la référence à la nation entre la Flandre et la Wallonie et la possibilité de maintenir un cadre fédéral, sur le modèle d'une coopération intercommunautaire. À la manière d'un non-dit, la suite logique de l'identité politique en mouvement, retracée par les historiens flamands, est le séparatisme, au sens de l'avènement d'un État indépendant. Quant à l'identité politique entrevue par les historiens francophones, elle maintient la structure fédérale autour de la citoyenneté et de la solidarité, bases d'une conception républicaine de la nation. ■

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Delforge P., Destatte Ph. et Libon M., *Encyclopédie du mouvement wallon*, 3 vol., Charleroi, Institut Jules Destrée, 2000-2001.
- Demoulin Br. et Kupper J.-L. (dir.) *Histoire de la Wallonie: de la préhistoire au XXI^e siècle*, Toulouse, Privat, 2004.
- Deprez K. et Vos L., *Nationalism in Belgium. Shifting identities, 1780-1995*, Basingstoke/ New York, Palgrave, 1998.
- De Schryver R., De Wever Br., Durnez G., Gevers L., Van Hees P., et De Metse-naere M. (dir.), *Nieuwe encyclopedie van de Vlaamse beweging*, 3 vol., Tielt, Lannoo, 1998.
- Destatte Ph., « Des nations à la nouvelle gouvernance territoriale », dans *La Wallonie à l'aube du XXI^e siècle. Portrait d'un pays et ses habitants*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2005, p. 487-500.
- Dubois S., *L'invention de la Belgique. Genèse d'un État-nation*, Bruxelles, Racine, 2005.
- Hasquin H., *Historiographie et politique. Essai sur l'histoire de Belgique et la Wallonie*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1981 (3^e éd., 1996).
- Kesteloot Ch., « Ecrire l'histoire du mouvement wallon. Une démarche historique et citoyenne? », *Bijdragen tot de eigentijdse geschiedenis/Cahiers d'histoire du temps présent*, 13/14 (2004), p. 17-44.
- Van Ginderachter M., « L'introuvable opposition entre le régionalisme citoyen wallon et le nationalisme ethnique flamand. A propos de l'*Encyclopédie du mouvement wallon* », *Bijdragen tot de eigentijdse geschiedenis/Cahiers d'histoire du temps présent*, 13/14 (2004), p. 67-96.
- Wils L., « Mouvements linguistiques, nouvelles nations? » dans Alain Dieckhoff (dir.), *Belgique: la force de la désunion*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 47-83.
- Wils L., *Van Clovis tot Di Rupo: de lange weg van de naties in de Lage Landen*, Leuven-Apeldoorn, Garant, 2005.
- Witte E., Van Velthoven H., *Taal en politiek. De Belgische casus in een historisch perspectief*, Bruxelles, VUBPress, 2003.